

Périodiques non canadiens

M. Symes: Bravo!

Mme Sauvé: Le député a soutenu que KVOS était un bon citoyen canadien. Je ne vois pas comment on peut dire cela. Sauf erreur, KVOS est un bon citoyen américain, non pas un bon citoyen canadien. Je comprends pourquoi cette station veut être considérée comme un bon citoyen canadien. On m'a dit qu'elle a tiré des profits de 8 millions de dollars de la Colombie-Britannique l'année dernière. On ne peut pas la considérer comme un bon citoyen canadien. Elle n'est pas sujette à un organisme de contrôle canadien, mais bien à un organisme américain. Les stations canadiennes sont contrôlées par le CRTC, l'organisme de contrôle canadien. Par le fait même qu'il se trouve aux États-Unis, KVOS ne peut pas répondre à nos besoins, ni satisfaire à nos aspirations.

M. Wenman: Que pense le gouvernement de la liberté de choix?

Mme Sauvé: Nous avons entendu parler de mesures compensatoires et de la création d'un fonds pour aider à renforcer l'industrie canadienne, ainsi de suite. Ce sont là des expédients douteux tout à fait inacceptables. Nous n'avons pas besoin de ces expédients. Nous devons protéger les revenus de notre industrie de la télévision.

M. Wenman: Vous voulez dire, protéger la médiocrité.

Mme Sauvé: Nous devons la protéger contre la perte de revenus, pour qu'elle se suffise à elle-même et sente sa force dans notre pays et notre milieu propre. Nous devons voir si l'industrie peut survivre d'elle-même. Nous ne voulons pas de mesures compensatoires qui brouilleraient toute l'affaire.

M. Wenman: Comment savez-vous ce que veut la population?

Mme Sauvé: Nous voulons que nos propres stations de télévision gagnent notre argent, de façon à pouvoir édifier notre propre industrie de la télévision originale et indigène. Nous voulons que notre industrie gagne ces revenus et permette ainsi à nos artistes, à nos artisans et à nos rédacteurs de gagner leur vie chez eux. Ils ont déjà de la difficulté à gagner leur vie.

Une voix: Je suis certain qu'ils la gagnent maintenant.

Mme Sauvé: Si le député veut étudier les statistiques concernant les gains de nos artistes et artisans canadiens, il verra qu'ils ont tous de la difficulté à rester dans ce domaine. Les revenus sont durs à trouver. Leur domaine est limité et leur situation, précaire. J'ai fait ce discours l'autre soir, et je ne le répéterai pas. J'espère que le député le lira.

M. Wenman: Je l'ai lu. Il ne dit rien.

Une voix: Vous n'étiez pas ici.

M. Wenman: J'étais ici et je l'ai lu.

Mme Sauvé: Le député de Vancouver Kingsway a soutenu que le gouvernement veut faire adopter cette mesure législative parce qu'il ne comprend pas l'Ouest. Elle a dit que nous ne pouvons pas regarder au-delà des Rocheuses et ne savons pas ce qui se passe dans cette partie du pays. Depuis que je suis devenue ministre, je me suis rendue dans l'Ouest plusieurs fois. Je connais certaines choses au sujet de l'Ouest. Je ne prétends pas en savoir plus au sujet de l'Ouest que le député; mais je sais que l'Ouest n'est pas indifférent aux besoins de créer des emplois pour les artis-

tes au Canada et de protéger l'industrie de la télévision canadienne.

M. Wenman: Est-ce bien ce que l'Ouest dit?

Mme Sauvé: L'Ouest voit les choses de notre façon et sait que nous devons protéger l'industrie contre les pertes de revenus résultant de la diffusion de stations américaines au pays.

M. Wenman: Mais les gens veulent pouvoir choisir.

Mme Sauvé: Il est mauvais que certains députés, en discutant de ce problème, insistent sur la prétendue aliénation de l'Ouest vis-à-vis de l'Est. Ces arguments visent à exercer des pressions. Ils sont soulevés presque chaque fois que nous devons discuter un problème. Je pense que c'est mal. C'est comme si je parlais du prétendu problème des Canadiens français chaque fois que nous discutons quelque chose à la Chambre. Des arguments de ce genre auraient de mauvaises répercussions au Québec. Il faut les éviter. Il faut s'en tenir à la logique. C'est le genre de discussion que je voudrais voir à l'égard du bill C-58. Tenons-nous en au bill C-58.

Certains députés se demandent ce qui se passerait si les Américains décidaient de nous faire payer plein prix les spectacles américains présentés au Canada. Ils disent: «Ce serait terrible s'ils nous faisaient payer le plein prix, n'est-ce pas? Nul danger. Les députés d'en face devraient le savoir. Je ne blâme pas la représentante qui a soulevé cet argument, car elle n'est peut-être pas au courant des pratiques des prix de l'industrie de la télévision. L'industrie américaine suit la pratique normale de commercialisation. L'émission originale, aux États-Unis coûte tant, et sa diffusion dans d'autres pays est bien meilleur marché. C'est le principe sur lequel repose la structure des prix, des spectacles de télévision. La pratique actuelle n'est pas anormale. Les réseaux du gouvernement des États-Unis ne modifieront pas leurs pratiques de commercialisation tout simplement par mesure de représailles. Ils ont d'abord négocié avec les créateurs de spectacles, les réalisateurs et les artistes, en disant que les spectacles coûteront tant pour les représentations aux États-Unis et tant pour leur diffusion au Canada, en Suède, en France, en Espagne et ainsi de suite. Ils ne peuvent changer cela. Il n'y a aucun danger de représailles du genre dont on a parlé. Ce n'est pas comme si nous devions craindre des représailles. Qui se soucie de représailles? Nous tenons à faire ce qui nous semble bon, ce qui est bon pour nous. Peu importe les représailles.

Des voix: Bravo!

Mme Sauvé: Je pense avoir abordé bon nombre des arguments soulevés. J'aimerais répondre au député de Provencher (M. Epp) qui s'est plaint que je ne l'écoutais pas. Je suis restée assise et j'ai attendu qu'il dise quelque chose de significatif. Il a à la fin affirmé certaines choses auxquelles j'aimerais répondre. Il n'est malheureusement pas resté à la Chambre pour attendre ma réponse. Le député de Provencher, sera en belle posture, car lorsqu'il distribuera le texte de son intervention à ses électeurs, pour leur prouver qu'il a parlé des problèmes de la radio et de la télévision dans le Sud du Manitoba, certains de ses électeurs auront déjà pris connaissance de mon intervention et pourront lui dire: «Voici les réponses; comment pouvez-vous les réfuter?»